

## « Peut-on encore rendre le sourire aux paysans ? »

*Intervention Sciences-Po, Paris, 22 mars 2018, 30 minutes.*

Remerciements. Etre le plus concis possible pour laisser place à la discussion.

Me présenter : sociologue à l'INRA depuis 40 ans. J'ai fait partie de ceux qui, dès les années 70 ont critiqué le modèle productiviste en agriculture, dans une époque où ce n'était pas si simple et où on était très souvent considéré comme de doux rêveurs, des hurluberlus et j'en passe. Alors, évidemment, en 40 ans, j'ai travaillé sur de très nombreux sujets (syndicalisme agricole et cogestion de la PA, tradition de gauche chez les paysans, aides financières de l'Etat à l'agriculture, modèles d'intensification/modernisation dans l'élevage bovin, la littérature rurale, les AMAP, etc), coécrit avec mes amis Pierre Alphandéry et Yves Dupont deux ouvrages (*Les champs du départ. Une France rurale sans paysans ?* et *L'équivoque écologique* – sur les idéologies de l'écologie) et j'ai également publié d'autres livres qui n'avaient apparemment rien à voir avec l'agriculture (d'histoire, des essais politiques sur les cumuls, la question démocratique, le discours libéral antifonctionnaire, etc.) mais qui m'ont été en fait très utiles dans mon cheminement de sociologue, non pas spécialiste, mais généraliste. Un qualificatif auquel je tiens beaucoup face à l'ultraspécialisation, la dérive experte que l'on constate depuis trop d'années en sociologie, et dans tant d'autres disciplines.

En ce qui concerne *Le Sacrifice des paysans*, mon dernier ouvrage coécrit avec Yves Dupont, je dirais simplement, sans avoir le temps de vous le présenter vraiment, qu'il synthétise et prolonge les travaux et réflexions que nous avons menés sur l'agriculture durant ces 40 ans. Autour de deux questions, complémentaires et dialectiquement liées.

D'abord, pourquoi la modernité, capitaliste en l'espèce puisque c'est elle qui a pour l'instant triomphé, liquide-t-elle les paysans et leurs sociétés, soit de manière violente (par des guerres, des colonisations, néocolonisations ou lors des catastrophes, par exemple), soit de façon plus pacifique mais néanmoins brutale en transformant une minorité d'entre eux en agriculteurs productivistes et en poussant les autres, de bon gré ou malgré eux, vers la « sortie », c'est-à-dire la retraite, le chômage ou d'autres milieux socioprofessionnels ? (Deux chiffres pour prendre rapidement la mesure de cette liquidation : en 1945, en France, pays représentatif des nations dites développées, plus d'1/3 de la population active vivait de l'agriculture tandis qu'aujourd'hui on en est à 2-3%. Et au niveau mondial, les chiffres sont également vertigineux : en 1950, 80% de la population active totale, 40% aujourd'hui !)

En même temps nous nous sommes interrogés sur que nous apprend, en retour, sur la modernité elle-même les réponses à cette première question ? Pourquoi le sacrifice des paysans c'est aussi celui de tous les autres ou presque ? Pourquoi ce qui leur est arrivé et continue de leur arriver nous concerne toutes et tous ? Pourquoi, par exemple, plus on considère la terre comme un simple support de production et que l'on parle de « ressources naturelles », plus on emploie pour désigner les hommes l'expression indigne de « ressource humaine » ? Autement dit, nous avons considéré le fait social paysan comme un analyseur de la modernité, un révélateur de son déploiement historique, de ses présupposés et impensés anthropologiques, des logiques de domination à l'œuvre dans l'ensemble de la société, de ses impasses de plus en plus évidentes, humaines, sociales, politiques ou écologiques.

C'est cette large perspective qui, je crois, fait l'intérêt, l'originalité de notre essai. Et j'ajouterai qu'en cela nous ne sommes en définitive, comme tout auteur, que les interprètes, les émanations d'un moment historique. Celui où, à force de liquider le fait social paysan, l'humanité commence à peine à prendre conscience que cette liquidation et ses conséquences

ont tout envahi. Alimentation, santé, lieu où habiter, coexistence avec la nature et les animaux, devenir terrestre, sens de la vie ou du mot même de « société »....

Voilà je m'arrête là sur notre livre – que vous trouverez en face à la librairie de ScPo ou à la bibliothèque – et j'en viens maintenant au sujet de ce soir. A savoir « peut-on encore rendre le sourire aux paysans ? » et « est-ce que le modèle de l'agriculture paysanne peut constituer une véritable alternative au modèle de l'agriculture productiviste ? ». Je vais m'en tenir à quelques réflexions qui permettront de faire rapidement, dans le peu de temps que j'ai, le tour de la question.

Première idée : il faut bien avoir en tête que le modèle que nous appelons aujourd'hui l'agriculture paysanne (terme a priori bizarre, redondant), n'est pas venu de nulle part. Il est un produit de l'Histoire, de la longue, très longue Histoire comme d'un passé plus récent. S'il renvoie en effet, un peu partout dans le monde, à des siècles, des millénaires de savoirs et de pratiques paysannes que l'on a sciemment discrédités, détruits (et que l'on pille maintenant !) pour continuer à propager l'agriculture industrielle et productiviste, il se confond aussi, dans le cas français, avec une couche d'agriculteurs qui, après avoir mis en œuvre la modernisation d'après-guerre, ont su à partir des années 1970-1980 en faire la critique, en dénoncer la logique, les ravages pour eux-mêmes comme pour l'ensemble de la société ou de la planète. Ce sont eux qui ont peu à peu réussi à fédérer les différents courants de paysans-travailleurs (FNSTP, CNSTP) et créé en 1987 la Confédération paysanne. Ce sont eux qui ont repris avec intelligence et fierté leur ancien nom de paysans et ont inventé dans leurs fermes le modèle technico-économique de l'agriculture paysanne, avec moins d'investissements onéreux et d'intrants chimiques dangereux, qui les rendaient dépendants du secteur bancaire, des multinationales et leur faisaient perdre le sens même de leur métier. Ce sont eux, aussi, qui ont fait appel à la solidarité des urbains ou ruraux consommateurs, impulsé le renouveau des circuits courts (vente directe, AMAP) et donné au modèle d'agriculture paysanne son sens social, sociétal comme l'on dit aujourd'hui, en diffusant partout, contre la concentration et les déserts ruraux, l'idée que « trois petites fermes valent mieux qu'une grande ». Ce sont eux, encore, qui ont combattu pied à pied – sans vraiment parvenir à le remettre en cause – le système de cogestion de l'agriculture par le couple Etat-FNSEA-JA (maintenant c'est UE-Etat-FNSEA-JA). Et ce sont eux, enfin, qui sont entrés en lien avec des mouvements paysans du Sud dans le cadre de Via Campesina (85 pays, 230 millions) et ont aussi engagé, avec d'autres altermondialistes, quantité de foyers de résistances, de luttes, contre l'OMC, la malbouffe (démontage du MacDo de Millau), les OGM, les GPII, Larzac ou NDDL. Bref, il faut se souvenir de toute cette histoire, ou la connaître pour les plus jeunes, car elle nous dit quelque chose d'essentiel : l'agriculture paysanne, ce n'est pas seulement une autre façon plus saine et écologique de produire ou de consommer, ce n'est pas – attention à toutes les formes de récupération à l'œuvre – une tête de gondole de produits de qualité dans une société-supermarché, c'est un projet de société et, partant, une question, un combat institutionnel et politique.

Deuxième série de réflexions : la situation actuelle de l'agriculture en France, comme dans bien d'autres pays, est gravissime à tous points de vue (prix et rémunérations des producteurs – 100 en 1970/42 aujourd'hui + un tiers moins de 350 € – conditions de travail et de vie, faillites, suicides, retraites indécentes, etc.). Mais elle est aussi marquée par une cohabitation de plus en plus schizophrénique des types d'agricultures. Pour résumer les choses, on a, d'un côté, des agriculteurs productivistes, dont la fraction la plus avancée – ou la plus délirante c'est selon ! – construit maintenant des fermes-usines avec de gros appuis financiers, tandis que l'autre, la majorité en fait des agriculteurs, est en crise permanente, subit des revenus

négatifs, et se fait éliminer ou s'autoélimine au nom du tri des plus « performants ». Performants voulant dire aujourd'hui de plus en plus robotisés, numérisés, dépendants de la concurrence sur les marchés et des multinationales de l'amont et de l'aval. Et de l'autre côté, on rencontre une frange minoritaire de paysans, soutenus par des consommateurs solidaires, conscients des enjeux d'environnement ou de santé, qui mettent en œuvre l'agriculture paysanne, bio, les circuits courts, et fournissent des produits de qualité pour certaines catégories de la population, souvent aisées. Ils vivent généralement mieux que les agriculteurs productivistes – quoique chichement ! – mais ils font aussi face à toutes sortes de difficultés : le manque de soutiens financiers publics, la multiplication des normes bureaucratiques, environnementales ou sanitaires, qui en empêche plus d'un de travailler, la raréfaction des terres agricoles qui ne cesse de s'aggraver. D'où la question : cette cohabitation schizophrénique est-elle durable ? Les fermiers-usiniers ne vont-ils pas, à plus ou moins long terme, devenir le modèle hégémonique, comme c'est déjà le cas dans d'autres pays ? Et cette autre question qu'on ne pose pas, à mon avis, suffisamment : en étant survalorisée médiatiquement, par rapport à son poids réel en terme de producteurs ou de consommateurs concernés, l'agriculture paysanne ne sert-elle pas à masquer les tendances lourdes du productivisme, ne sert-elle pas, en fait, d'alibi commode pour ceux qui souhaitent poursuivre et accélérer l'industrialisation de l'agriculture ?

Pour conclure ces trop brèves remarques, je terminerai donc par quelques conseils, destinés aux plus jeunes comme au plus âgés.

D'abord, si vous voulez rendre le sourire aux paysans et faire de l'agriculture paysanne une véritable alternative au système productiviste, ne soyez pas dupe du discours que l'on vous sert, de l'OMC au local en passant par l'UE, la FNSEA ou La République en marche, sur l'avenir de l'agriculture et la compatibilité possible de deux agricultures, l'une exportatrice et à la conquête des marchés, l'autre de terroir produisant des biens de qualité... pour ceux qui peuvent se les payer ! Cette thèse, gentille et trompeuse, dont on vous abreuve, ne conduira, au mieux !, qu'à des îlots de production et de consommation alternatives dans un océan de productivisme concurrentiel et destructeur, qui se propage toujours plus vite par les traités internationaux (Mecosur, Ceta ou Tafta), les fermes-usines, la robotisation ou la brevetabilité du vivant. Et ne croyez pas non plus à la prochaine loi sur le « juste prix » issue des récents Etats généraux de l'alimentation et dont va vous parler le ministre de l'Agriculture, Stéphane Travert, dans quelques minutes ! Ne serait-ce que pour deux raisons. D'une part, la contractualisation entre la grande distribution et les producteurs que prévoit ce projet de loi risque, une fois encore, d'en sélectionner/éliminer un bon nombre qui ne satisferont pas, comme l'on dit, à l'usine à gaz des critères. D'autre part, il ne faut jamais oublier qu'il y en a, comme l'écrivait Georges Orwell dans *La ferme des animaux*, qui sont « plus égaux que d'autres ». Bref, seule l'Europe, si elle n'était l'UE, seul l'Etat, s'il n'était l'Etat néolibéral, pourraient combattre l'appétit sans limites de la grande distribution, rééquilibrer les intérêts en présence et imposer une juste rémunération des producteurs.

Second et dernier conseil : allez voir et lire attentivement les programmes de Via Campesina, de la Confédération paysanne, de la France Insoumise et de tant d'autres mouvements (ATTAC, Terre de Liens, Des Terres et pas d'hypers, etc). Vous pourrez y constater que le temps du fameux TINA du « There is no alternative » cher à Margareth Tatchet et tous ses suivistes jusqu'à nos jours, est révolu, obsolète. Et vous verrez aussi qu'il y a, dans tous ces documents, ces programmes, en fait, bien plus que des programmes : une vision du monde postproductiviste et postcapitaliste, ainsi qu'une refonte précise et de fond en comble de l'ensemble de nos institutions et politiques supranationales, nationales ou locales qui pourrait,

disons en une vingtaine d'années, nous faire sortir de l'impasse (humaine, sociale, écologique, alimentaire, sanitaire ou paysagère) que constitue le productivisme et nous permettre de généraliser le modèle de l'agriculture paysanne. A bon entendeur salut et merci de m'avoir écouté.